

Commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) **Attributions de compensation tenant compte des transferts de charges**

*Rapport de la CLECT du 1^{er} avril 2025
relatif à la modification des attributions de compensation suite aux transferts de charges*

Invités : Charles LACROIX (Abriès-Ristolas), Françoise PAQUET (Aiguilles), Pascale BURGAT (Arvieux), Jean-Louis ROMETTE (Ceillac), Michel MOUTTE (Château Ville-Vieille), Anne CHOUVET (Eygliers), Christine PORTEVIN (Guillestre), Valérie GARCIN EYMEOD (Molines-en-Queyras), André FREZET (Mont-Dauphin), Michel MOURONT (Réotier), Pauline VASINA (Risoul), Jean-Louis BERARD (St Clément), Séverine FLACHAIRE (St Crépin), Mathieu ANTOINE (St Véran), Christine BRIAND (Vars)

Présents : cf liste de présence annexée

Absents/Excusés : cf liste de présence annexée

L'objet du présent rapport est d'exposer la méthode retenue par la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) tenant compte des nouveaux transferts de services de navettes touristiques gérées jusqu'à présent par les communes, et plus particulièrement de la navette estivale de Vars (I), ainsi que de celui du stade de football d'Eygliers (II).

Le Conseil Communautaire, en s'appuyant sur cette évaluation, pourra, ainsi, déterminer le montant des attributions de compensation des communes du territoire de l'EPCI concernées à compter du 1^{er} juillet 2025.

Pour mémoire, suite à la délibération n°2017-065 du 9 février 2017 déterminant les attributions de compensation dites de référence, le Conseil communautaire s'est prononcé successivement sur des modifications de celles-ci en lien avec de nouveaux transferts de charges ; les délibérations suivantes ont, ainsi, été prises : n°2017-342 du 21 décembre 2017, n°2018-322 du 13 décembre 2018, n°2021-201 du 21 octobre 2021, n°2021-220 du 25 novembre 2021, n°2022-214 du 6 octobre 2022, n°2023-233 du 2 novembre 2023, n°2024-169 du 11 juillet 2024 et n°2024-305 du 23 décembre 2024 ; les rapports de la CLECT dans lesquels y sont précisées les charges transférées y sont annexés.

I. Services de navettes

A. Contexte

Pour rappel, la Communauté de Communes du Guillestrois et du Queyras est devenue Autorité Organisatrice de la Mobilité le 1^{er} juillet 2021, dans le cadre de la loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019, dite « Loi d’Orientation des Mobilités », modifiée par ordonnance du 1^{er} avril 2020.

Il est rappelé le contexte de cette prise de compétence :

- Souhait des élus de la CCGQ de ne pas récupérer les transports régionaux.
- Volonté de ne pas lever le versement mobilité (= prélèvement auprès des entreprises de plus de 10 salariés)
- Conventions existantes entre la Région et les communes autorisant ces dernières à mettre en œuvre un certain nombre de navettes touristiques dans le Queyras, à Guillestre et à Vars, mais sans aucun financement de la Région (navettes payées par les communes).
- Volonté des élus du Queyras de ne plus gérer les navettes touristiques encore en gestion communale, afin que la CCGQ puisse à terme organiser à l’échelle intercommunale un réseau de desserte des villages harmonisé et cohérent – délibérations des communes prises, à ce sujet, en juin 2022 et délibération de la CCGQ, validant ce principe, le 7 juillet 2022.
- Réunion le 25 mai 2023 entre les services de la Préfecture, la Région, l’unité 04-05 de la DDT et la CCGQ pour organiser le transfert de compétence des navettes encore sous convention Région, actant qu’à échéance de ces conventions, transfert échelonné des navettes à la CCGQ – selon date de fin de ces conventions –, sauf en ce qui concerne les navettes de Risoul et Vars maintenues en gestion communale car considérées comme du transport privé au titre du domaine skiable
- Courrier de la Région à la commune d’Abriès-Ristolas, chef de file du groupement de commande de l’Escarton, mettant fin de façon anticipée à la convention entre les deux parties à compter de l’été 2024 au lieu d’octobre 2025.

Le tableau ci-dessous récapitule les différents services existants sur le territoire et leurs gestionnaires actuels et futurs :

Lignes	Période	Gestionnaire actuel	Remarque	Transfert à la CCGQ
6 lignes saisonnières ZOU (gare)	Hiver / été	Région		Sans objet
Navettes station Arvieux et Molines	Hiver	CCGQ		Effectif depuis l'hiver 2021-2022
Navettes station Ceillac	Hiver	CCGQ	Convention avec la Région dénoncée de façon anticipée	Effectif depuis l'hiver 2022-2023
Navettes Abriès-Le Roux	Hiver	CCGQ	Convention CCGQ-commune de mise à disposition de moyens	Effectif à compter de l'hiver 2021-2022 mais service supprimé depuis l'hiver 2023-2024
Navette Saint-Véran Clausis	Eté	CCGQ		Effectif depuis l'été 2021
Navette Guillestre-Eygliers-Mont-Dauphin	Eté	CCGQ	Convention avec la Région jusqu'en avril 2024	Effectif depuis l'été 2024
Navettes Escarton (4 lignes)	Eté	CCGQ	Convention avec la Région jusqu'en octobre 2025, dénoncée de façon anticipée	Effectif depuis l'été 2024
Navettes Escarton (4 lignes)	Hiver	Commune d'Abriès-Ristolas	Convention avec la Région jusqu'en octobre 2025, dénoncée de façon anticipée	A compter de l'hiver 2024-2025
Navettes station Saint-Véran / Haut-Guil	Hiver	Commune d'Abriès-Ristolas	Convention avec la Région jusqu'en octobre 2025, dénoncée de façon anticipée	A compter de l'hiver 2024-2025
Navettes Guillestre-Risoul	Hiver	Commune de Guillestre	Convention avec la Région jusqu'en avril 2024	Non Maintien en gestion communale au titre du transport privé lié au domaine skiable (DSP), car service identique à la navette station de Risoul
Navettes Guillestre-Vars	Hiver	Commune de Guillestre	Convention avec la Région jusqu'en avril 2024	Navette non organisée les hivers 2022-2023 et 2023-2024
Navettes Vars	Hiver / Eté	Commune de Vars	Convention avec la Région jusqu'en janvier 2025	Non Maintien en gestion communale au titre du transport privé lié au domaine skiable
Navettes Risoul	Hiver	Commune de Risoul	Transport privé lié à la DSP –domaine skiable	Non

Afin de déterminer les charges liées au transfert des services de mobilité des communes à la CCGQ, la CLECT s'est réunie à plusieurs reprises :

- CLECT du 20 septembre 2021 pour les charges transférées des navettes de Saint-Véran Clausis (été), Arvieux, Molines, Abriès-Le Roux (hiver),
- CLECT du 4 octobre 2022 pour les charges transférées de la navette hivernale de Ceillac
- CLECT du 26 juin 2023 pour ré-évaluer le coût de fonctionnement des 5 services de mobilité en gestion intercommunale à cette date
- CLECT du 26 mars 2024 pour les charges transférées des navettes estivales entre Guillestre, Mont-Dauphin et Eygliers et de l'Escarton
- CLECT du 28 octobre 2024 pour les charges transférées des navettes hivernales de l'Escarton.

En l'absence de confirmation de la commune de Vars et par anticipation, la CLECT a été sollicitée, lors de sa séance du 1^{er} avril 2025, pour évaluer les charges transférées des services de la navette estivale de Vars que la CCGQ pourrait reprendre en gestion à compter de l'été 2025.

B. Méthodologie employée

L'évaluation ne tient, ainsi, compte que des coûts de transport constatés par la commune (les frais liés aux supports de communication étant intégrés au marché passé avec le transporteur).

Pour refléter le coût réel des services, la masse salariale (ressources humaines) liée à la gestion de ces services aurait dû être valorisée. La CLECT s'étant positionnée, antérieurement lors de sa séance du 26 juin 2023, à ce sujet, de ne pas les intégrer, ces charges n'ont pas été estimées.

Par ailleurs, les communes ne récupèrent pas la TVA sur ces services, contrairement à la CCGQ. Les montants des dépenses ont, donc, été établis en HT.

C. Coûts du service

Le tableau ci-dessous récapitule les coûts de fonctionnement de cette ligne pour les trois derniers exercices.

Ce tableau ne tient compte que des coûts de transporteur et n'inclut pas les éventuels autres frais (gestion administrative, ...).

	Période	Principes de facturation	Coût unitaire HT	Coût payé HT / compensation hiver	Coût réel HT
ÉTÉ 2022 (1 petit car et 1 grand car)	2 juillet au 28 août	* 58 jours petit car * 41 jours grand car NB : totalité du service facturé	petit car = 482,60 € grand car = 515,05 €	49 107,85 €	49 107,85 €
	service limité du 02/07 au 09/07 et du 20/08 au 28/08			49 107,85 €	49 107,85 €
ÉTÉ 2023 (1 petit car et 2 grands cars)	1er juillet au 27 août	juillet : * 31 jours petit car MOINS 15 jours crédit hiver > <i>seulement 16 jours facturés</i> * 47 jours grand car (du 08/07 au 31/07 et du 09/07 au 31/07) MOINS 17 jours crédit hiver > <i>seulement 30 jours facturé</i>	petit car = 506,05€ grand car = 540,08€	24 299,20 €	41 071,31 €
		août : * 27 jours petit car MOINS 14 jours crédit hiver > <i>seulement 13 jours facturés</i> * 47 jours grand car (du 01/08 au 27/08 et du 01/08 au 20/08) MOINS 17 jours crédit hiver > <i>seulement 30 jours facturés</i>		22 781,05 €	39 047,11 €
	01/07 au 08/07 et du 21/08 au 27/08				
				47 080,25 €	80 118,42 €
ÉTÉ 2024 (1 petit car et 2 grands cars)	6 juillet au 1er septembre	juillet : * 26 jours petit car * 52 jours grand car (2 véhicules du 06/07 au 31/07)	petit car = 534,48 € grand car = 570,42 €	43 558,32 €	43 558,32 €
		août : * 31 jours petit car MOINS 24 jours crédit hiver > <i>seulement 7 jours facturés</i> * 56 jours grand car (du 01/08 au 31/08 et du 01/08 au 25/08)		35 684,88 €	48 512,40 €
	service limité du 26/08 au 01/09			570,42 €	570,72 €
		sept : 1 jour grand car			
				79 813,62 €	92 641,44 €

D. Décisions de la CLECT

Compte-tenu de l'information apportée en séance par le représentant de la commune de Vars, la CLECT décide de surseoir à la détermination des charges transférées pour ce service de navette, dont le transfert reste à confirmer par la mairie. Il semblerait que ce service relèverait du transport privé.

II. Stade de football d'Eygliers

A. Contexte

La commission locale chargée d'évaluer les charges transférées doit remettre dans un délai de neuf mois à compter de la date du transfert un rapport évaluant le coût net des charges transférées. Ce rapport est approuvé par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des conseils municipaux prévue au premier alinéa du II de l'article L.5211-5 du code général des collectivités territoriales, prises dans un délai de trois mois à compter de la transmission du rapport au conseil municipal par le président de la commission. Le rapport est également transmis à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale.

Le transfert du stade de football d'Eygliers a été acté par arrêté préfectoral du 19 septembre 2024.

B. Méthodologie employée

Pour les équipements concernant les compétences transférées, la CLECT doit établir le coût des dépenses liées à ces équipements calculé sur la base d'un coût moyen annualisé. Ce coût intègre le coût de réalisation ou d'acquisition de l'équipement ou, en tant que de besoin, son coût de renouvellement. Il intègre également les charges financières et les dépenses d'entretien.

C. Charges transférées

Sur les 5 dernières années, la commune a réalisé pour 10 786,80 € TTC de travaux (remplacement de poteau bois, changement de 6 spots par des projecteurs LED), inscrits au compte administratif 2022. Elle n'a pas identifié d'autres charges d'exploitation de ce stade.

Dans la littérature, le coût d'entretien moyen est estimé pour un stade en gazon naturel à au moins 25 000 € / an, pour un stade en synthétique à au moins 6 000 € / an (hors éclairage) :

	Gazon naturel	Gazon synthétique
Entretien annuel*	1 à 2 tontes/semaine	1 brossage/semaine à 2 brossage/mois
	1 traçage/semaine ou 15 jours	1 à 2 décompactage et nettoyage/an
	3 à 5 fertilisations/an	
	1 régénération/an	
Coût de l'entretien annuel (TTC)	25 000 à 50 000 euros TTC (selon niveau d'exigence)	6 000 à 15 000 euros TTC (selon la nature du remplissage)
Démantèlement et recyclage du terrain (TTC)	aucun	entre 7 et 9 euros TTC / m²
Coût moyen de l'heure d'utilisation/an (en fonction du coût d'entretien)	entre environ 70 et 180 euros / an	entre environ 4 et 8 euros / an
Coût moyen de l'heure d'utilisation/an (en fonction de l'investissement sur la durée de vie moyenne et du coût d'entretien)	entre environ 145 et 210 euros /an	entre environ 30 et 40 euros / an**

D'après l'étude engagée, au stade d'avant-projet, le réaménagement du stade de football avec remplacement du stabilisé en synthétique a été estimé à environ 1,4 M€ HT. 70% d'aides sont espérées (Etat, Département, ANS, FAFA).

La durée d'amortissement d'un stade en synthétique est établi à 15 ans au maximum.

→ L'amortissement net serait donc, de 28 000 € par an, calculé comme suit :

$$1\,400\,000 - 1\,400\,000 \times 70\% = 420\,000 / 15 = 28\,000 \text{ €}$$

Le coût d'entretien annuel d'un tel stade est estimé à environ 6 000 €.

→ Le coût moyen annualisé serait, sur cette base, de 34 000 €, correspondant à :

$$28\,000 + 6\,000 = 34\,000 \text{ €}.$$

Le montant des travaux envisagés tient compte des choix de la Communauté de communes, qui a, notamment, décidé de faire homologuer ce stade pour les compétitions de football de niveau régional et de permettre, également, l'entraînement d'autres sports (football américain, rugby).

Des contraintes techniques pour son réaménagement, plus particulièrement, en matière d'emprise (le stade doit être légèrement décalé pour sortir de la zone de protection du pompage), explique, aussi ce coût.

Le coût d'installation d'un stade de football en synthétique est donné dans la littérature, à environ 500 000 à 600 000 € HT.

→ Aussi, il pourrait n'être retenu que la moitié de ce coût moyen annualisé pour déterminer le montant des charges transférées, soit 17 000 €, calculé ainsi : $(500\,000 + 600\,000)/2 = 550\,000 - 550\,000 \times 70\% = 165\,000 / 15 = 11\,000 + 6\,000 = 17\,000 \text{ €}.$

D. Décisions de la CLECT

La commune propose de retenir un coût moyen annualisé de 12 000 €, au regard des charges constatées aux comptes administratifs ces dernières années.

Or, la fixation d'une attribution de compensation peut se faire librement en cas d'accord entre l'EPCI et ses communes membres.

Il est demandé à la CLECT de se positionner sur le montant des charges liées à ce transfert du stade.

Rappelons que la Communauté de communes était déjà gestionnaire des vestiaires de ce stade.

La CLECT décide de fixer à 12 000 € le montant des charges transférées liées au transfert du stade de football d'Eygliers.

III. Conclusion

Pour rappel, la CLECT n'a qu'un pouvoir consultatif. Ces propositions seront débattues et délibérées lors d'un prochain conseil communautaire. Les attributions de compensation tenant compte des évolutions des charges transférées pourront être révisées par le conseil communautaire par la suite.

Ce rapport sera transmis aux communes pour une validation dans la mesure du possible avant le 5 juin 2025, pour que le conseil communautaire puisse statuer à cette date sur ces transferts de charges et les attributions de compensation en découlant.

Annexe : Liste de présence